L’heure est au déchaînement médiatique. Véritable hystérie collective, la droite hurle, vocifère, insulte, accuse, victime vraisemblablement d’une amnésie galopante, pour ce qui concerne ses élus qui ont commis des délits et en ce qui concerne aussi toutes les pressions que les juges ont pu subir sous les mandats de Jacques CHIRAC ou de Nicolas SARKOZY.

Un Ministre de la République socialiste, Ministre du Budget et du Contrôle Fiscal, a commis plusieurs fautes très graves. Nous en sommes tous particulièrement blessés, mais de façon évidente il s’agit de fautes commises par un individu et non pas par l’ensemble des élus d’un parti et encore moins par toute la classe politique.

Le climat de suspicion générale qui en résulte est navrant et dommageable à la République. Ceux qui attisent ce climat de suspicion générale portent une lourde responsabilité. Toutes les formes de populisme se déchaînent aujourd’hui. Je ne suis pas d’accord avec l’excès dans les propositions faites du Président de la République, sorte d’autoflagellation qui consisterait à mettre sous surveillance l’ensemble des élus et à les jeter eux, leur patrimoine, leur famille à la vindicte populaire.

Chaque citoyen a un parcours personnel respectable qui lui permet plus ou moins d’être à la tête d’un patrimoine. Le patrimoine, c’est quoi ? C’est dès le premier euro. Mais aujourd’hui, quand les médias vous montre du doigt et vous demande d’afficher votre patrimoine, la confusion est vite faite entre patrimoine, assujettissement à l’impôt sur la fortune ou encore fraude fiscale. Pour qui nous prend-on ? Tout ce qui est en train de se mettre en place consiste à décrédibiliser l’ensemble des élus de la République et peut-être que ceux qui se nourrissent

Phoca PDF

de cette indigne curie sont surtout dérangés parce qu'il y a des élus de la République.

Je me demande si je ne fais pas partie des citoyens qui sont le plus contrôlés dans ce pays. J'ai toujours répondu à toutes les exigences prévues par la loi et je continuerai à le faire. J'ai dû donner à chaque début de mandat et à chaque fin de mandat une déclaration de patrimoine très précise et très contrôlée, j'ai toujours déclaré mes impôts depuis que je suis en âge de travailler. J'ai subi des contrôles fiscaux, à titre personnel, j'ai subi (et je subis actuellement) des contrôles de la Chambre des Comptes en tant que maire et comme par hasard, elle débarque toujours en période électorale, j'ai rendu systématiquement des comptes de campagne. Eh bien sachez que tous ces contrôles n'ont jamais relevé la moindre irrégularité me concernant.

Il y a donc deux choses : il y a le patrimoine des élus qui est forcément à partager avec leur famille et il y a ceux qui fraudent. Que l'on renforce les services de l'État pour contrôler et empêcher la fraude est une nécessité absolue mais que l'on jette l'opprobre sur les élus de la République en organisant la suspicion générale, en laissant des journalistes mener de véritables inquisitions pour afficher publiquement leur patrimoine est d'une médiocrité inquiétante pour notre société. Je me demande aussi, au-delà du mépris qui nous est porté et de l'irrespect qui est porté à nos familles, puisque certains voudraient rendre public ce que possèdent aussi nos familles, comment la Cour Européenne de Justice se positionnera dans son approche Droits de l'Homme et du Citoyen pour le mauvais sort qui serait ainsi fait à nos familles.

J'ai donc décidé de ne pas répondre au journaliste qui m'a harcelé de coups de téléphone ce mardi alors que j'étais à l'Assemblée Nationale en train de travailler. Mais il faut remarquer que ce journaliste, qui ne communique jamais sur mon travail parlementaire, qui n'a jamais publié le moindre de mes communiqués à ce sujet, chaque fois qu'il peut m'égratigner sur le cumul des mandats, sur l'affaire Presstalis ou encore cette fois-ci, me téléphone en général le mardi au moment où nous sommes dans l'hémicycle et me demande de le rappeler immédiatement. Chacun appréciera la méthode.

Alors cette fois-ci, il écrit à trois reprises dans le même article que je suis le seul à avoir refusé de répondre à ses questions, dont un titre « Le silence d'Hervé FERON ». Mais qui est-il pour accuser les gens de la sorte ? Qui est-il pour les lyncher publiquement ? Je ne pense pas que ses excès lui apportent une crédibilité au-delà de son lectorat de droite et encore, d'autant plus qu'il prétend que je suis le seul à avoir refusé ce qu'il appelle la transparence (ce que j'appelle moi le populisme). Or, si l'on regarde d'un peu plus près son article, une bonne partie des élus interrogés ne lui ont pas donné réponse. De plus, on remarquera qu'il n'a toujours pas compris que certains élus de droite ne sont plus Ministres ou plus Députés.

En résumé, bien évidemment, je répondrai aux exigences de la loi comme je l'ai toujours fait quand on me demandera mon patrimoine je le détaillerai très précisément mais je ne me commettrai pas dans de telles manœuvres indignes.

Hervé FERON

Phoca PDF

Phoca PDF